



Acheteur :

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché à Procédure adaptée

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

**Travaux de réaménagement de la médecine nucléaire
et de son environnement**

SOMMAIRE

Acheteur :	1
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché - emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	4
1.2.1 Tranches optionnelles	4
1.2.2 Lots	5
Les travaux de réaménagement du rez de chaussée du bâtiment de la médecine nucléaire et du bâtiment de l'ancienne chambre mortuaire du centre hospitalier de Montluçon Nérès les Bains sont répartis en 13 lots techniques.	5
1.2.3 Planning	5
1.3 Option(s)	5
1.4 Clause de réexamen et modification du marché	6
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	7
2.1 Maître d'ouvrage	7
2.2 Maître d'œuvre	7
2.3 OPC	7
2.4 Coordonnateur en matière de Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.)	8
2.5 Contrôleur technique	8
2.6 Co-activité et coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (S.P.S.)	8
2.7.1 Groupement	8
2.7.2 Redressement ou liquidation judiciaire	9
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	10
4.1 Monnaie	10
4.2 Taux de TVA	10
4.3 Forme et contenu des prix	10
4.4 Répartition des paiements	11
4.5 Règlement des tranches	11
4.6 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie	11
4.7 Variation dans les prix	13
4.7.1 Mois d'établissement des prix du marché	13
4.7.2 Choix des Index de référence	13
4.7.3 Forme des prix	14
4.7.4 Révision des prix	14
4.7.5 Actualisation des prix	14
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
5.1 Représentation des parties	14
5.2 Echanges dématérialisés	15
5.3 Insertion professionnelle	15
5.4.1 Date d'effet du marché	15
5.4.2 Durée du marché	15
5.4.3 Délai d'exécution des travaux	15
5.4.4 Période de préparation	15
5.4.5 Prolongation du délai d'exécution	15
5.5.1 Obligations du titulaire	16
5.5.2 Accès au site	16
5.5.3 Constat d'état des lieux	16
5.5.4 Provenance, qualité et contrôle des produits et matériaux	16
5.5.5 Appareil de mesure	17
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 7 - PENALITES ET PRIMES	18
7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	18
7.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	18

7.3	<i>Pénalités pour Infractions aux prescriptions de chantier</i>	18
7.4	<i>Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	20
7.5	<i>Pénalités liées à la remise des documents</i>	20
7.6	<i>Primes</i>	20
ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE		20
8.1	<i>Retenue de garantie</i>	20
8.1	<i>Avance</i>	21
ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX		21
9.1	<i>Tâches essentielles</i>	21
9.2	<i>Réunions de chantier</i>	21
9.3	<i>Plan d'exécution</i>	21
9.4	<i>Echantillons</i>	22
9.4	<i>Installation de chantier - compte prorata</i>	22
9.5	<i>Nettoyage du chantier en cours de travaux - compte prorata</i>	22
9.5	<i>Constatations</i>	23
9.6	<i>Gestion des déchets</i>	23
9.7	<i>Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail</i>	23
9.8	<i>Protection de l'environnement</i>	24
ARTICLE 10 - TRAVAUX NON PREVUS		24
10.1	<i>Travaux modificatifs</i>	24
10.2	<i>Dépassement ou diminution du montant Initial des travaux</i>	24
10.3	<i>Valorisation des ordres de service</i>	24
ARTICLE 11 - RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES - ASSURANCES		24
11.1	<i>Réception</i>	24
11.2	<i>Garantie de parfait achèvement</i>	25
11.3	<i>Assurances de responsabilité civile de droit commun</i>	25
11.4	<i>Assurances de responsabilité civile décennale</i>	25
11.5	<i>Dispositions communes</i>	26
11.6	<i>Documents fournis après exécution</i>	26
ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET DES LITIGES		27
13.1	<i>Différends</i>	27
13.2	<i>Litiges et contentieux</i>	27
ARTICLE 14 - DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AUX DOCUMENTS GENERAUX		27
ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE		27

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019 et en vigueur à la date de lancement de cette consultation.

Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier Territoires d'Auvergne (GHT) a été formé au 1^{er} septembre 2016.

Le GHT Territoires d'Auvergne Allier - Puy-de-Dôme est constitué de 14 établissements :

- **Puy-de-Dôme** : CHU de Clermont-Ferrand, CH d'Ambert, CH de Billom, CH Etienne Clémentel, CH d'Issoire, CH du Mont Dore, CH de Riom, CH de Thiers
- **Allier** : CH de Montluçon/Néris-les-Bains, CH de Moulins-Yzeure, CH de Vichy, CH Spécialisé d'Ainay-le-Château, Hôpital Cœur du Bourbonnais, CH de Bourbon l'Archambault.

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT Territoires d'Auvergne Allier :

Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand
58 rue Montalembert
63000 Clermont-Ferrand

Il assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand assure l'ensemble de la procédure de passation dumarché et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique).

Il est chargé de signer le marché, les avenants et de les notifier.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de réaménagement de la médecine nucléaire et de son environnement au Centre Hospitalier de Montluçon - Néris les Bains.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de Montluçon Néris les Bains
18 AVENUE DU 8 MAI 1945
03100 MONTLUCON

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont Indiquées dans le Cahier des ClausesTechniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en tranches - lots - phases

1.2.1 Tranches optionnelles

Sans objet.

1.2.2 Lots

Les travaux de réaménagement du rez de chaussée du bâtiment de la médecine nucléaire et du bâtiment de l'ancienne chambre mortuaire du centre hospitalier de Montluçon Nérès les Bains sont répartis **en 13 lots techniques**.

Pour Information, les travaux sont divisés comme suit :

Lot(s)	Désignation
01	DEMOLITION - GROS OEUVRE
02	COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE
03	CHARPENTE METALLIQUE
04	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET SERRURERIE
05	PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND
06	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
07	REVETEMENTS DE SOLS
08	ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES - SYSTEME INCENDIE
09	CVC - PLOMBERIE SANITAIRE
10	FLUIDES MEDICAUX
11	SALLES BLANCHES - CLOISONS PLOMBEES - FINITION ZONE CHAUDE
12	VRD
13	DEMOLITIONS INTERIEURES - PURGE ZONE CHAUDE

1.2.3 Planning

Ce planning prévisionnel définit des **jalons à respecter** dont les principaux sont :

- Période de préparation,
- Libération des différentes phases suivant planning d'exécution
- Réception en vue de la qualification de la zone à atmosphère contrôlée
- Nettoyage et essais de chaque phase

Le planning sera contractualisé lors de la notification et sera annexé à l'acte d'engagement ; il sera modifié et remplacé le cas échéant par le planning d'exécution qui sera réalisé par le titulaire durant la phase de préparation des travaux.

Un planning d'exécution optimisé propre à la phase 6 sera réalisé par les entreprises engagés dans cette phase et cosigné par ces-mêmes entreprises (et servira de base au calcul des primes d'avance si respecté).

1.3 Option(s)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché comporte des tranches optionnelles (services et travaux)	Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
L'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122 du code de la commande publique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Le(s) marché(s) de prestations similaires devront faire partie du périmètre du présent projet de réaménagement, le marché (ou l'ensemble des marchés de prestations similaires) sera/seront conclu(s) dans la limite de 25% du montant total hors taxes du/des marché(s) Initial/Initiaux concerné(s) et au plus tard avant la date de réception retenue pour l'achèvement des travaux.

1.4 Clause de réexamen et modification du marché

Le marché pourra faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Prolongation des délais d'exécution, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

- Si la réglementation sur la protection de données à caractère personnel (RGPD) évolue en cours d'exécution conformément à l'article 5.2.2 du CCAG-Travaux 2021. En l'absence d'accord entre les parties, et de la signature d'un avenant, cela fera l'objet d'une modification unilatérale par l'acheteur.

- Si la réglementation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail change conformément à l'article 6.2 du CCAG-Travaux 2021. En l'absence d'accord entre les parties, et de la signature d'un avenant, l'acheteur pourra procéder par voie de modification unilatérale.

- Si les règles sur la protection de l'environnement, la sécurité et santé évolue conformément à l'article 7.2 du CCAG-Travaux 2021. En l'absence d'accord entre les parties, l'acheteur pourra procéder par voie de modification unilatérale.

- Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant, sous réserve de l'accord des deux parties, formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte le prix des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de la modification de la clause de révision des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution du marché est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier du contrat pour ce motif, pour événements extérieurs au marché, sans Indemnité pour le titulaire.

Conformément à l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux, en cas de disparition de l'Indice ou Index de référence servant à la révision des prix celui-ci peut être remplacé par un autre Indice ou Index équivalent par voie d'avenant.

- Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou Industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification du marché fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est Inférieur aux seuils fixés par la réglementation en vigueur, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

La conduite d'opération est assurée par le maître de l'ouvrage, défini ci-après :

**Le Centre Hospitalier de Montluçon Nérès les Bains accompagné par
l'Equipe Territoriale Opérations Travaux (ETOT)
Direction Générale du CHU de CLERMONT-FERRAND**

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

PERICHON Architecture

91 avenue Jean-Baptiste Marrou - 63122 CEYRAT

Tel. 04 73 31 93 93 contact@perichon.archi

SIRET 822 956 397 00027

Architecte, Concepteur, et Signalétique

Architecte mandataire du groupement comprenant également les cotraitants suivants :

OXY Ingénierie

70 rue Saint Jean de Dieu

69007 LYON

Tel. 04 81 06 21 30 mehdi.zennaf@oxy-ingenierie.com

SIRET 851 068 098 00025

BET Fluides, électricité, radioprotection

ITC

9 rue Louis ROSIER 63000 CLERMONT-FERRAND

Tel. 04 73 26 58 58 info@itc-be.fr

SIRET 306 553 231 00045

BET structure

CS2N

15 rue Peire d'Alverhne 63100 CLERMONT-FERRAND

Tel. 04 73 91 93 93 administration@cs2n.fr

SIRET 498 618 784 00033

Economie de la construction

2.3 OPC :

PERICHON Architecture

91 avenue Jean-Baptiste Marrou - 63122 CEYRAT

Tel. 04 73 31 93 93 contact@perichon.archi

SIRET 822 956 397 00027

Architecte, Concepteur, et Signalétique

2.4 Coordonnateur en matière de Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.)

La mission de coordonnateur en matière de Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) est confiée à :

YSIS Sécurité

6 rue du Four - Manson

63122 Saint Genès Champanelle

Représenté par **M. Sébastien DELPEUCH**

Coordinateur SSI

Mobile : 06.77.84.37.94 - sebastien.delpeuch@isys-securite.fr

2.5 Contrôleur technique

La mission de contrôleur technique est confiée à :

SOCOTEC

Agence CONSTRUCTION MOULINS

25 Rue de la Baigneuse, 03400 Yzeure

SIRET 834 157 513 00922

Représenté par Houssame EL ASSAD

Directeur d'Agence

Agence construction et Immobilier

Tél: +33 (0)6 29 58 68 96 - Houssame.ELASSAD@socotec.com

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Missions de base :

- Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments et équipements dissociables et Indissociables
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission F relative au fonctionnement des Installations

Missions connexes confiées :

- Attestation de vérification de l'accessibilité après travaux aux personnes en situation de handicap (pour les opérations de construction soumises à permis de construire)

2.6 Co-activité et coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (S.P.S.)

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (niveau 1) est confiée à :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - REGION AUVERGNE RHONE-ALPES

Le Copernic - 5, rue du Bois Joli - CS 90002

63801 CURNON D'Auvergne Cedex

2.7 Titulaire du marché

2.7.1 Groupement

Le titulaire du marché peut être un groupement dont la constitution et la forme sont précisées dans l'acte d'engagement.

L'entreprise mandataire du Groupement, désignée à l'acte d'engagement, représente l'ensemble du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre pour l'exécution du marché.

Toute demande ou réclamation **doit être faite par le mandataire pour recevoir effet.**

Toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du marché seront valablement faites par le maître d'ouvrage au mandataire, quel que soit le membre du groupement concerné par la notification ou la demande.

Le mandataire du Groupement coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent pour chaque cotraitant :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de la société ;
- A la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- A l'adresse du siège de la société ;
- Au capital social de la société,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement.

Dès notification du marché, le mandataire du groupement titulaire ou le titulaire du marché désigne une personne physique qui le représente et représente le Groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations du marché à la charge du titulaire ; cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

La personne désignée aura la responsabilité de valider tous les documents d'exécution et plans de synthèse. Elle sera chargée, pendant toute la durée du marché, du suivi des travaux. Elle sera l'interlocutrice privilégiée du maître d'ouvrage, du coordonnateur SPS et du contrôleur technique.

2.7.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration du dit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont le planning et ses dates jalons (cf. planning prévisionnel puis amendé par le planning détaillé d'exécution) dont l'exemplaire original conservé par l'acheteur fait seul foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé par l'acheteur fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) général et le celui du lot technique spécifique et leurs annexes ainsi que les plans dont les exemplaires originaux conservés par l'acheteur font seuls foi, incluant la note sur les travaux en site occupé hospitalier.
- Le planning prévisionnel de travaux annexé à la consultation
- Les plans « architecte » et techniques,
- Les rapports amiante avant travaux
- La décomposition du prix global et forfaitaire,
- Le mémoire technique,
- Le Plan Général de Coordination (PGC),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - NOR : ECOM2106871A.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Le Cahier des Clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Le prestataire déclare bien connaître les pièces. Celles-ci, bien que non jointes matériellement au marché, sont réputées en faire partie Intégrante. Le prestataire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

4.3 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont des prix forfaitaires. Le candidat établit son offre sur la base d'un quantitatif et de prix unitaires.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des travaux ;
- La cession des droits de propriétés Intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-Travaux ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations y compris :
 - Les sujétions résultantes de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - Les sujétions résultant de phénomènes naturels ;

- Les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces Installations ;
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- Les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

4.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement Indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs éventuels sous-traitants.

4.5 Règlement des tranches

Sans objet

4.6 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie

Toute demande de règlement devra être transmise au maître d'œuvre pour validation de l'avancement avant dépôt sur CHORUS PRO par email à l'adresse électronique du maître d'œuvre contact@perichon.archi et aux services techniques du CH Montluçon Nérès les Bains à l'adresse suivante a.pailloux@ch-montlucon.fr

Une fois l'avancement validé par le maître d'œuvre, le titulaire déposera sa demande de règlement sur CHORUS PRO.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le « portail public de facturation » nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

-L'identification de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;

SIRET du maître d'ouvrage - 26030017300010

SIRET du maître d'œuvre - PERICHON Architecture : 822 956 397 00027

-Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ; le code service à utiliser = STBIO

-Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'Information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; le numéro d'engagement correspond au n° de bon de commande, ou en l'absence de bon de commande au numéro de marché.

-Les modalités de dépôt des factures sur Chorus Pro sont les suivantes :Factures à déposer dans « Factures de travaux »

-Les modalités de dépôt des DGD sur Chorus Pro sont les suivantes :Situation finale + DGD à déposer ensemble

- Les prix du marché sont des prix forfaitaires. Le candidat établit son offre sur la base d'un quantitatif et de prix unitaires, selon modèle fourni par le MOE (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF).
- Les prix du marché sont hors TVA et sont établis **valeur mois de remise des offres** (cf. **page de garde du règlement de consultation**). Ils tiennent compte des sujétions diverses qu'est susceptible d'entraîner le fonctionnement en continu de l'hôpital.
- Les prix comprennent les charges de quelque nature qu'elles soient à l'époque de leur établissement.
- Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés seront réglés par application d'un prix global forfaitaire pour chaque lot.
- Les comptes sont réglés mensuellement selon les dispositions suivantes : le titulaire présentera une facture (situation n° X) et un état d'avancement en un seul exemplaire, sur lequel figureront **le montant des travaux à payer (avec colonnes rappel du marché, avancement précédent (en pourcentage, avancement du mois en pourcentage et total cumulé) et le montant de la révision le cas échéant.**
- Travaux modificatifs : tout changement dans les Installations modifiant les conditions Initiales des prestations du marché **devra faire l'objet d'une fiche de travaux modificative établie par le Maître d'œuvre sur la base du devis transmis préalablement par l'entreprise au Maître d'œuvre. La fiche de travaux modificative devra préalablement être validée par le Centre Hospitalier de MONTLUCON NERIS LES BAINS avant tout engagement de modification.** Après validation par l'établissement, le CHU de CLERMONT-FERRAND émettra, en tant qu'établissement support du GHT Territoires d'Auvergne / acheteur, l'avenant correspondant.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le titulaire s'engage à en Informer l'acheteur afin qu'un avenant au marché soit signé.

D'autre part, toute modification de domiciliation bancaire (différente de celle Indiquée à l'acte d'engagement) devra être notifiée par écrit à a.pailloux@ch-montlucon.fr

Les travaux en moins seront évalués aux prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire. Les prix de travaux en plus seront fixés comme suit :

- S'ils concordent avec des ouvrages portés dans la décomposition du prix global forfaitaire aux prix unitaires figurant dans cette décomposition et seront donc révisibles.
- S'ils sont assimilables à des ouvrages portés dans la décomposition du prix global et forfaitaire, aux prix unitaires figurant dans cette décomposition et seront donc révisibles.
- A défaut, en cas d'ouvrages spéciaux, par négociation entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre et seront donc fermes.
- Le décompte final établi par l'entrepreneur en un (1) exemplaire sera remis à au maître d'œuvre après réception du procès-verbal de réception. Préalablement à l'établissement du décompte définitif, le dernier état d'acompte de l'entreprise ne pourra excéder **95%** du montant du marché. Le solde sera versé dans le cadre du Décompte Général Définitif (DGD).

- Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'Intérêts moratoires.
- Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des Intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les Intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus est également due.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception des factures ou avoirs valides par le maître d'œuvre ou la date de fin de réalisation des prestations lorsque cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture.

4.7 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.7.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres** : m0 « mois zéro » (cf. page de garde du règlement de consultation).

4.7.2 Choix des Index de référence

L'Index de référence BT est choisi en raison de la structure du marché pour la révision des prix, il est publié au Bulletin Officiel du Ministère en charge de l'Équipement.

Les Index de référence sont :

N° Index BT	Libellé Index BT
01	Tous corps d'état
02	Terrassement
06	Ossature, ouvrages en béton armé
07	Ossature et charpentes métalliques
08	Plâtres et Préfabriqués
09	Carrelage et revêtements céramiques
10	Revêtements en plastiques
18A	Menuiserie intérieure en bois
38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
40	Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)
41	Ventilation et conditionnement d'air
42	Menuiserie en acier et serrurerie
43	Menuiserie en alliage d'aluminium
46	Peinture, tenture, revêtements muraux
47	Electricité
49	Couverture et bardage en tôles d'acier revêtement avec revêtement étanchéité
53	Étanchéité

N° Lot	N° Index BT et Formule de révision
1	$C = 0.15 + 0.85 * [(0.90 \text{ BT06}(I_n) / \text{BT06}(I_0)) + (0.10 \text{ BT01}(I_n) / \text{BT01}(I_0))]$
2	$C = 0.15 + 0.85 * [(0.70 \text{ BT49}(I_n) / \text{BT49}(I_0)) + (0.30 \text{ BT53}(I_n) / \text{BT53}(I_0))]$
3	$C = 0.15 + 0.85 * (\text{BT07}(I_n) / \text{BT07}(I_0))$
4	$C = 0.15 + 0.85 * [(0.20 \text{ BT42}(I_n) / \text{BT42}(I_0)) + (0.80 \text{ BT43}(I_n) / \text{BT43}(I_0))]$
5	$C = 0.15 + 0.85 * [0.60 \text{ BT08}(I_n) / \text{BT08}(I_0) + 0.40 \text{ BT46}(I_n) / \text{BT46}(I_0)]$

6	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT18A(i_n)/BT18A(i_0))$
7	$C = 0.15 + 0.85 \cdot [(0.90 \cdot BT10(i_n)/BT10(i_0)) + (0.10 \cdot BT09(i_n)/BT09(i_0))]$
8	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT47(i_n)/BT47(i_0))$
9	$C = 0.15 + 0.85 \cdot [(0.30 \cdot BT38(i_n)/BT38(i_0)) + (0.20 \cdot BT40(i_n)/BT40(i_0)) + (0.50 \cdot BT41(i_n)/BT41(i_0))]$
10	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT38(i_n)/BT38(i_0))$
11	$C = 0.15 + 0.85 \cdot [(0.40 \cdot BT08(i_n)/BT08(i_0)) + (0.30 \cdot BT10(i_n)/BT10(i_0)) + (0.30 \cdot BT01(i_n)/BT01(i_0))]$
12	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT02(i_n)/BT02(i_0))$
13	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT01(i_n)/BT01(i_0))$
14	$C = 0.15 + 0.85 \cdot (BT01(i_n)/BT01(i_0))$

4.7.3 Forme des prix

Les prix sont révisables.

4.7.4 Révision des prix

Le coefficient de révision C, applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule

$$C = 0,15 + 0,85 \times I_n/I_0$$

Avec :

I_0 = Valeur de l'Index du mois m_0 de remise des offres

I_n = Valeur de l'Index du mois de réalisation des travaux

Le coefficient de révision est arrondi au millième (trois chiffres après la virgule).

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'Index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'Index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'Index correspondant.

4.7.5 Actualisation des prix

Sans objet, marché à prix révisables.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Représentation des parties

L'Interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'Interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs Interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces Interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché. Le titulaire s'engage à Informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'Interlocuteur.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant Influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en Informer le maître d'ouvrage, sans délai.

5.2 Echanges dématérialisés

Les décisions ou Informations de l'acheteur au titulaire du marché de travaux pourront être transmises par le biais de la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/> ou à défaut par courriel électronique.

5.3 Insertion professionnelle

Sans objet.

5.4 Durée et délais

5.4.1 Date d'effet du marché

Le marché prend effet à la date de notification.

5.4.2 Durée du marché

La durée du marché court à compter de la date d'effet du marché jusqu'à la fin des 12 mois suivants la date de réception du marché : garantie de parfait achèvement.

5.4.3 Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution : 17 mois ½ compris 1 mois de préparation (hors GPA bien entendu).

Le titulaire devra également respecter tous les délais Intermédiaires prévus dans le planning d'exécution annexé au marché, lesquels ont pleinement valeur contractuelle.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux.

Les travaux sont définis dans le CCTP.

Le titulaire devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté, horaires spécifiques, renfort de moyens humains compétents, week-end et jours fériés, etc.), sans augmentation de prix sauf cas dérogatoire ouvrant droit à une telle augmentation tel que la rencontre de sujétions imprévues.

Pour respecter ce calendrier général, le titulaire devra Intégrer des phases de formulations d'avis et remarques et de validation de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique.

Le délai global s'applique à l'achèvement de l'exécution de tous les travaux, y compris remise en état des lieux avoisinants qui ont pu être affectés par leur réalisation, et y compris repliement des Installations de chantier.

5.4.4 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28 du CCAG - Travaux (2021) la période de préparation est d'une durée : **de 1 mois : soit 4 semaines.**

5.4.5 Prolongation du délai d'exécution

Application du CCAG Travaux.

Le planning général est joint au dossier ; il n'est pas inclus de provision pour intempéries.

5.5 Modalités d'exécution du marché

5.5.1 Obligations du titulaire

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.5.2 Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- Collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les Informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier.

5.5.3 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé conformément aux dispositions du CCTP Démolition Gros Œuvre.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- Des mesures de sécurité lui Incombant,
- De l'exploitation du domaine public et des services administratifs ou de soins,
- De l'exécution simultanée de travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

5.5.4 Provenance, qualité et contrôle des produits et matériaux

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou dérogeaux dispositions des dites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois **avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et le cas échéant au CCTG concernant :

- Les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- Les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes ;
- Les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'autocontrôle.

5.5.5 Appareil de mesure

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son Intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est Interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

(téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage, doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Réponse aux demandes d'Interventions,
- Transmission des devis,
- Coordination et pilotage des Interventions des personnels des entreprises (Inclus cotraitants et sous-traitants) en lien avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et dans le respect du planning compris anticipation. A ce titre présence aux réunions de chantier en réponse aux convocations

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 7 - PENALITES ET PRIMES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constat, sous-réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire se verra appliquer des pénalités dès le 1^{er} euro dû.

7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux :

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.1 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes s'appliquent :

a) Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné :

Pénalité : 1/3000^{ème} du montant du marché, avec un minimum 700 € H.T. par jour calendaire

b) Pénalité forfaitaire se cumulant avec celle du paragraphe a) pour retard se rapportant au respect des jalons indiqués au chapitre 1.2.4

Pénalité : 1/3000^{ème} du montant du marché, avec un minimum 1 000 € H.T. forfaitaire

7.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt une pénalité

Pénalité : 400 € H.T.

7.3 Pénalités pour Infractions aux prescriptions de chantier

Ces pénalités Interviennent de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des Infractions et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité protection de la santé (SPS) définies entre autres PGC, RJ, fiches CSPS de visites, au cours des CISSCT, **travaux en sous-section 3, absence de plan de retrait ou non transmis aux Institutions légales, etc. :**

- ✓ **Pénalité : 1 000 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Non-respect des mesures de précautions inhérentes à l'évaluation aux Risques Infectieux et Fongiques, notamment la production de poussières et y compris le nettoyage des chaussées après rotations de camions et d'engins :
 - ✓ **Pénalité : 1 000 € H.T. par infraction et par jour calendaire**
- Réalisation de travaux par un sous-traitant non déclaré :
 - ✓ **Pénalité : 1 500 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents préalables à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) :
 - ✓ **Pénalité : 500 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Démarrage de travaux sans diffusion préalable des plans d'atelier et de chantier ou avec un VISA de refus (MOE, contrôle technique, etc.) :
 - ✓ **Pénalité : 1000 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Travaux bruyants en horaires décalés non convenus :
 - ✓ **Pénalité : 500 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones définies :
 - ✓ **Pénalité : 500 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus, le délai accordé pour la fourniture des justificatifs étant de 3 jours :
 - ✓ **Pénalité : 75 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Non-respect des exigences en matière de contrôle, d'essais et de réception des travaux :
 - ✓ **Pénalité : 700 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Non-respect du délai de remise des Procès-Verbaux des équipements et installations nécessaire au bureau de contrôle pour l'établissement du rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)
 - ✓ **Pénalité : 700 € H.T. par infraction et par jour calendaire.**
- Retard dans la levée complète des réserves dans le délai défini dans le formulaire EXE 5 de réception. :
 - ✓ **Pénalité : 1000 € H.T. par jour calendaire.**
- Retard dans la levée complète des réserves de parfait achèvement :
 - ✓ **Pénalité : 700 € H.T. par jour calendaire.**
- Non-respect des dispositions du marché au regard mémoire technique du titulaire en matière de moyens déployés pour la réalisation des (travaux matériels, humains, etc.) :
 - ✓ **Pénalité : 2 000 € H.T. par jour calendaire.**

7.4 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Par dérogation aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, le titulaire a une semaine après réception des travaux pour procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Pénalité : 700 € H.T. par jour calendaire.

7.5 Pénalités liées à la remise des documents

Retard dans la remise des documents de récolement (DOE complet, DIUO complet, etc.) y compris plan de récolement pour des réceptions partielles par secteur / zone / phase

Pénalité : 500 € H.T. par jour calendaire.

7.6 Primes

La phase 6 du projet engendre un arrêt de l'activité de la radiopharmacie et par voie de conséquence un arrêt de la médecine nucléaire. Cette interruption d'activité doit être réduite au minimum car elle désorganise le système de soins et augmente les pertes de chance des patients.

Toute journée gagnée sur le planning initial (et conformément au planning optimisé) permet l'obtention d'une prime dans la limite de quatorze jours ouvrables.

Cette prime ne concerne que les lots suivants :

- GROS ŒUVRE
- COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE
- ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES - SYSTEME INCENDIE,
- CVC - PLOMBERIE SANITAIRE,
- FLUIDES MEDICAUX
- SALLES BLANCHES - CLOISONS PLOMBEES - FINITION ZONE CHAUDE

Elle s'applique uniquement à la phase 6

La date de fin de réception de la phase 6 indiquée dans le planning d'exécution détaillé (cf. chapitre 1.2.3) sera la référence pour l'obtention de la prime

Toute journée gagnée par rapport à cette date de référence permettra aux entreprises des lots cités précédemment de percevoir cette prime, la base de calcul sera le planning optimisé contresigné par les titulaires durant la phase de préparation des travaux.

Le montant de cette prime s'élève à 1 000 € HT par journée gagnée sur ce planning.

ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

8.1 Retenue de garantie

Dès lors que le montant HT du marché est supérieur à 4 000 €, il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux y compris travaux modificatifs éventuels, en base marché, sur chaque décompte mensuel, jusqu'à la réception. Les 5 % restants seront payés un an après la réception à l'expiration du délai de garantie, du moins si l'entrepreneur a satisfait à toutes ses obligations.

A la demande de l'entrepreneur, cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

8.1 Avance

Une avance de 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

L'avance s'applique dès lors que de la tranche affermie est d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et que le délai d'exécution ou de la tranche concernée est supérieur à deux mois.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-12 du code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant Initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par l'entrepreneur.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80% de ces prestations aura été effectué.

ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Tâches essentielles

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire, ou le(s) cotraitant(s) en cas de groupement, et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Se référer à l'article 6 du présent CCAP

9.2 Réunions de chantier

Les réunions de chantier seront coordonnées par le Maître d'œuvre, selon la nature de l'opération de travaux. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier. A défaut une absence sera constatée.

9.3 Plan d'exécution

Les éléments de missions EXE sont confiés à la Maîtrise d'œuvre. Cela ne désengage pas pour autant les entreprises de leur obligation de production de plans d'atelier et de chantier (compris calepinages, repérages, etc...).

Le Maître d'Ouvrage fournira au titulaire les plans, les notes et les études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération de travaux, dans le cadre du dossier de consultation.

Selon la nature de l'Intervention, le Maître d'Ouvrage pourra demander au titulaire de lui fournir en amont de son Intervention les plans de chantiers relatifs :

- Aux méthodes de réalisation,
- Aux ouvrages provisoires,
- Aux moyens de chantiers.

Le délai de transmission des documents sera défini conjointement en amont de l'Intervention ou bien défini dans les documents de consultation des marchés subséquents.

9.4 Echantillons

Conformément à l'article 24.5 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander un échantillon des produits, matériaux, prototypes ou appareillage nécessaires à la réalisation des travaux. A la demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire est tenu de fournir un échantillon au préalable de son Intervention dans un délai défini avec le Maître d'Ouvrage. Celui-ci pourra être demandé par la Maîtrise d'œuvre mis en situation.

9.4 Installation de chantier - compte prorata

Les installations de chantier seront conformes à la réglementation, au PGC et aux CCTP.

Fermeture chantier/Gardiennage :

Le chantier sera complètement clos et munis de portails fermant à code.

Le bâtiment sera fermé dès que possible et des portes et des serrures provisoires (compte-prorata) seront installées autant que de besoin de manière à ne pas détériorer les ouvrages définitifs et séquestrées dans une boîte à clé à code le temps du chantier.

En cas de manquement ou de risque pour le respect délai/qualité des travaux, le Maître d'œuvre et/ou le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander un gardiennage du chantier à charge du compte-prorata, c'est le lot **Gros Œuvre** gestionnaire du compte-prorata qui organisera cette Intervention et ce par simple Information par mail aux entreprises suite à consignation au compte rendu de chantier.

Chauffage/ventilation/déshumidification :

Selon nécessité et en cas de risque pour le respect délai/qualité des travaux, le MOE et/ou le MOA se réserve le droit de demander un chauffage/ventilation/déshumidification du chantier à charge du compte-prorata.

Le lot **Gros Œuvre** gestionnaire du compte-prorata organisera cette intervention ; il pourra s'appuyer sur le lot CVC Plomberie si les installations définitives sont opérationnelles, à condition que toute disposition soit prise pour ne pas endommager/salir lesdites installations.

9.5 Nettoyage du chantier en cours de travaux - compte prorata

Le chantier doit être maintenu dans un état tel que :

- Les outils, matériels et matériaux en attente d'utilisation sont stockés avec ordre, et pourvus de la sécurisation nécessaire, disposés dans des zones compatibles avec leur poids et leur encombrement.
- Le chantier (bâtiments et abords) est entretenu et nettoyé quotidiennement, exempt de gravats, emballages et débris divers.
- Tout déchet résultant du nettoyage des toupies ou des centrales à béton sera stocké pour être évacué selon le principe du tri : tout rejet dans les réseaux est Interdit.

Le nettoyage général du chantier et de ses abords est à la charge de chaque entreprise qui doit laisser son poste de travail propre chaque soir, avec évacuation de ses déchets vers les bennes mis à disposition par le lot Gros Œuvre ; à minima, un nettoyage général sera effectué chaque vendredi.

Le lot Gros Œuvre aura en charge la gestion des bennes à déchets ; les frais correspondants à la location, les frais de livraison/évacuation et traitement des déchets seront imputés au compte-prorata.

En cas de défaillance, le Maître d'œuvre et/ou le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir directement une société de nettoyage extérieure, qui sera désignée en début de chantier par le lot Gros Œuvre. Cette Intervention extérieure serait actionnée par le Maître d'œuvre et/ou le Maître de l'Ouvrage dans l'hypothèse où l'entreprise ne satisferait pas les besoins, au plus tard le lendemain, après simple demande notée au compte rendu de chantier,

et cela autant de fois que nécessaire.

Les frais ainsi générés seront imputés à l'entreprise ou aux entreprises responsables. L'attribution de cette responsabilité sera faite par la MOA/MOE. La direction de chantier pourra également, si elle le juge, imputer cette dépense au compte prorata.

Ces frais seront dans tous les cas gérés dans le cadre du compte Inter-entreprises, avec arbitrage de la MOE.

9.5 Constatations

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

Au terme des travaux le titulaire doit procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements selon les dispositions prévues au CCTP général et dans un délai défini avec le Maître d'Ouvrage au préalable de l'Intervention.

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux et selon les dispositions prévues au CCTP général.

9.6 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses Interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des Installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

9.7 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer aux évolutions de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et fera son affaire de ces modifications. L'impact financier fera l'objet d'un avenant le cas échéant.

9.8 Protection de l'environnement

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer aux évolutions de la législation sur la protection de l'environnement et fera son affaire de ces modifications. L'impact financier fera l'objet d'un avenant le cas échéant.

ARTICLE 10 - TRAVAUX NON PREVUS

10.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

10.2 Dépassement ou diminution du montant Initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels Initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels Initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

10.3 Valorisation des ordres de service

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Le cas échéant pour des raisons de risques, de besoin impérieux ou de risque de déstabilisation du planning exceptionnels, certaines prestations y compris non prévues peuvent faire l'objet d'un ordre de service exécutoire afin de ne pas entraver le chantier.

ARTICLE 11 - RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES - ASSURANCES

11.1 Réception

Les 2 phases définies feront chacune l'objet d'une réception partielle telle que définie dans le CCAG Travaux. A chaque réception partielle, l'entreprise fournira les pièces graphiques et écrites permettant d'assurer le récolement des ouvrages ainsi que l'entretien et la maintenance de ces derniers, ainsi que les DOE (dossiers des ouvrages exécutés) correspondant à la phase. 20 jours avant la réception de chaque phase, les entreprises devront fournir l'ensemble des PV des

équipements nécessaires à la rédaction du RVRAT par le contrôleur technique.

En complément au CCAG Travaux (article 40), la réception définitive de chaque phase (après levée des réserves) sera subordonnée à la remise de l'intégralité de la documentation définie au 11.6.

11.2 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois. Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

Chaque fois que nécessaire, le Maître d'Ouvrage invite le titulaire pendant la période parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dues en application de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le Maître d'Ouvrage est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ». En particulier, le maître d'Ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement à laquelle le titulaire est convoqué.

Pour chaque phase, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de la réception sans réserve.

11.3 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

11.4 Assurances de responsabilité civile décennale

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui

engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

11.5 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.2 du CCAG Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture Insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

11.6 Documents fournis après exécution

En complément aux prescriptions de l'article 40 du C.C.A.G., chaque titulaire de marché devra fournir deux dossiers :

1- Dossier n° 1 :

- Constitué des pièces écrites ou graphiques nécessaires pour assurer l'entretien des ouvrages réalisés, y compris préconisations d'entretien et maintenance, références matériaux et matériels, etc.

2- Dossier n° 2, constitué :

- Des plans d'Installations,
- De tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) y compris tous les procès-verbaux de conformité des matériaux mis en œuvre,
- De tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'Intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

3- Dossier n° 3 :

- Constitué (uniquement pour les lots faisant l'objet d'une démarche CEE) de tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier de demande de Certificats d'Économies d'Énergie par le maître d'ouvrage (plans, fiches techniques, attestations, certification).

Les documents seront remis au maître d'œuvre pour visa.

Le dossier n° 1 devra être impérativement remis au maître d'œuvre au plus tard 15 jours avant la demande de réception. Le dossier n° 2 sera remis au plus tard dans le mois suivant la réception avec ou sans réserve. La non production du dossier n° 2 sera pénalisée dans les conditions de l'article 7.5.

Les documents seront fournis en 2 exemplaires papiers (1 exemplaire pour le Maître de l'Ouvrage), 1 exemplaire pour la Maître d'œuvre et 1 exemplaire dématérialisé sur clé USB. ARTICLE 12 - RESILIATION

Il sera fait application des dispositions des articles 49 à 54 du CCAG travaux.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'Insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET DES LITIGES

13.1 Différends

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis un expert choisi par eux avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

13.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de : Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND - 6 COURS SABLON 63033 CLERMONT-FERRAND. Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Site web : <http://clermont-ferrand.tribunal-administratif.fr> (Tél. : 04.73.14.61.00)

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article [R. 2197-1](#) du Code de la Commande Publique).

ARTICLE 14 - DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations et compléments explicités dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportés aux articles suivants :

- article 7 du présent document déroge à l'article 19 du CCAG TRAVAUX,
- article 7.1 du présent document déroge à l'article 19.1 du CCAG TRAVAUX,
- article 7.4 du présent document déroge à l'article 37 du CCAG TRAVAUX,
- article 9.7 du présent document déroge à l'article 6.2 du CCAG TRAVAUX,
- article 9.8 du présent document déroge à l'article 7.2 du CCAG TRAVAUX,
- article 10.2 du présent document complète l'article 14 du CCAG TRAVAUX,
- article 10.2 du présent document complète l'article 15 du CCAG TRAVAUX,
- article 11.1 du présent document complète l'article 40 du CCAG TRAVAUX,
- article 11.5 du présent document déroge à l'article 8.2 du CCAG TRAVAUX,
- article 11.6 du présent document complète l'article 40 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le Trésorier Principal du Centre Hospitalier de MONTLUCON NERIS LES BAINS est chargé du paiement dans le cadre du marché.